

## 12.2 Épargne - Patrimoine

Après deux années de repli, le **patrimoine** économique **national** augmente de 9,5 % en 2010. Il dépasse 13 000 milliards d'euros, soit l'équivalent de 7,8 années de **produit intérieur net (PIN)**. Ce rebond s'explique par la forte hausse des prix de l'immobilier, dans tous les secteurs institutionnels résidents.

Ainsi, le patrimoine non financier des ménages, principalement composé d'actifs immobiliers, s'accroît fortement. Combiné à la progression du patrimoine financier, cela conduit à un montant du patrimoine total des ménages dépassant largement le niveau d'avant la crise survenue en 2008. Les valeurs nettes des sociétés financières et non financières progressent aussi en 2010. En revanche, le patrimoine net des **administrations publiques** est encore en repli. Ce recul est toutefois moins prononcé qu'en 2009, grâce à la reprise de la valeur de leurs actifs immobiliers.

Début 2010, la moitié des ménages vivant en France déclarent posséder plus de 150 200 euros de patrimoine brut et concentrent 93 % des avoirs. Les 10 % les mieux dotés ont au moins 552 300 euros de patrimoine brut et détiennent près de la moitié de la masse totale de celui-ci. Enfin, les 1 % des ménages les plus riches en termes de patrimoine détiennent chacun plus de 1,9 million d'euros d'avoirs. À l'opposé, les 10 % de ménages les moins dotés détiennent chacun moins de 2 700 euros de patrimoine et collectivement moins de 0,1 % de la masse totale. Entre 2004 et 2010, les inégalités de patrimoine se sont accrues, le rapport entre le

patrimoine moyen des 10 % de ménages les mieux dotés et celui des 50 % les moins dotés ayant augmenté de près de 10 %.

En 2010, le **taux d'épargne des ménages** baisse en France comme dans les autres pays de la zone euro, alors qu'il s'était renforcé depuis le déclenchement de la crise financière. Les ménages, moins craintifs, relâchent leur effort d'épargne et consomment à nouveau. La baisse du taux d'épargne global s'explique par la diminution du **taux d'épargne financière**, le **taux d'investissement en logement** s'étant en revanche légèrement redressé après sa forte baisse de 2009. La hausse de l'endettement des ménages, alimentée par la progression marquée des crédits immobiliers, les amène à réduire leur taux d'épargne financière et leur taux d'épargne global. Pour les placements, les ménages privilégient comme en 2009 les produits peu risqués en continuant notamment d'investir massivement dans des contrats d'assurance-vie en dépit d'un tassement de la collecte à partir du milieu de l'année, et d'alimenter leurs dépôts, à vue comme en comptes sur livret.

Malgré leur diffusion récente, les dispositifs de participation, d'intéressement et d'**épargne salariale** restent concentrés dans les grandes entreprises et dans certains secteurs d'activité (énergie, activités financières et assurance). Ainsi, 88 % des salariés ayant accès à au moins un de ces dispositifs sont employés par des entreprises de 50 salariés ou plus. ■

### Définitions

**Épargne salariale** : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

**Patrimoine national** : se comprend comme le patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. Il ne comprend pas les monuments historiques, par exemple.

**Administrations publiques, épargne des ménages, organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), plan d'épargne entreprise (PEE), produit intérieur net (PIN), taux d'épargne, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement, taux d'investissement des entreprises individuelles** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2010 – Rebond marqué dû à la hausse des prix de l'immobilier », *Insee Première* n° 1382, décembre 2011.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2009 : un recul des montants distribués », *Dares Analyses* n° 63, août 2011.
- « Les comptes financiers de la Nation en 2010 : reprise du crédit et poursuite de la hausse des taux d'endettement », *Bulletin de la Banque de France* n° 184, 2<sup>e</sup> trimestre 2011.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2010

en milliards d'euros

	Ménages <sup>1</sup>	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
<b>Actifs non financiers</b>	<b>7 463</b>	<b>3 918</b>	<b>263</b>	<b>1 654</b>	<b>13 298</b>
Constructions et terrains	7 003	2 468	228	1 538	11 238
dont : logements	3 262	553	51	53	3 920
autres bâtiments et génie civil	176	818	63	890	1 947
terrains bâtis	3 565	1 097	114	596	5 371
Machines et équipements	47	465	12	24	548
<b>Actifs financiers<sup>2</sup></b>	<b>3 994</b>	<b>4 984</b>	<b>10 871</b>	<b>884</b>	<b>20 733</b>
dont : numéraires et dépôts	1 159	347	2 522	103	4 131
titres hors actions hors produits dérivés	62	64	2 896	75	3 098
crédits	27	796	2 648	61	3 532
actions et titres d'OPCVM	1 026	2 726	2 234	404	6 391
provisions techniques d'assurance	1 469	50	80	1	1 600
<b>Passifs financiers<sup>2</sup></b>	<b>1 255</b>	<b>7 158</b>	<b>10 528</b>	<b>2 025</b>	<b>20 966</b>
dont : numéraires et dépôts	0	0	4 585	90	4 674
titres hors actions hors produits dérivés	0	400	1 479	1 471	3 350
crédits	1 066	1 624	403	243	3 335
actions et titres d'OPCVM (passif en actions)	7	4 172	1 954	0	6 133
provisions techniques d'assurance	0	0	1 625	0	1 625
<b>Patrimoine financier net</b>	<b>2 740</b>	<b>- 2 175</b>	<b>339</b>	<b>- 1 137</b>	<b>- 233</b>
<b>Patrimoine (ou valeur nette)</b>	<b>10 203</b>	<b>1 743</b>	<b>602</b>	<b>517</b>	<b>13 065</b>

1. Y compris entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Hors produits dérivés.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Les dispositifs d'épargne salariale

	2000	2005	2009
<b>Participation</b>			
Montant brut distribué <sup>1</sup>	4 927	6 989	6 439
Nombre de bénéficiaires <sup>2</sup>	4 254	4 848	4 666
Montant moyen en euros	1 158	1 442	1 380
<b>Intéressement</b>			
Montant brut distribué <sup>1</sup>	3 799	5 708	6 170
Nombre de bénéficiaires <sup>2</sup>	3 283	4 119	4 382
Montant moyen en euros	1 157	1 386	1 408
<b>Plan d'épargne entreprise (PEE)</b>			
Montant brut distribué <sup>1</sup>	974	1 302	1 350
Nombre de bénéficiaires <sup>2</sup>	2 024	2 418	2 358
Montant moyen en euros	481	539	573

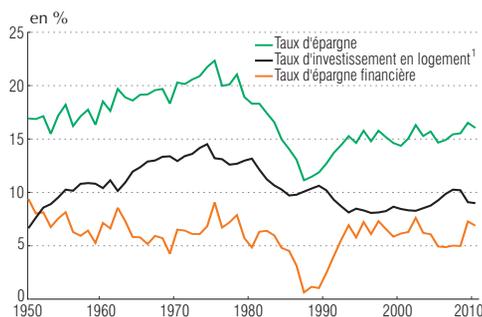
1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique en France métropolitaine.

Source : Dares, enquêtes Acemo-Pipa.

## Taux d'épargne des ménages



1. Rapport de la formation brute de capital fixe des ménages au revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Taux de détention par grand type d'actifs

en %

	2010
Livrets d'épargne	84,8
Épargne-logement	30,9
Valeurs mobilières	18,9
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	48,3
Patrimoine financier	92,0
Patrimoine immobilier	61,7

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2009-2010.

## Actifs financiers des ménages dans l'UE en 2010

	Stocks		dont en %		
	en Mds d'euros	en % du PIB	monnaies et dépôts	actions et autres titres	provisions d'assurances
Allemagne	4 685	189	40	25	35
Autriche	508	178	45	34	19
Belgique	916	259	32	41	26
Bulgarie	36	99	42	38	8
Danemark	587	250	20	30	49
Espagne	1 779	169	48	33	15
Estonie <sup>1</sup>	19	136	21	65	7
Finlande	240	133	34	45	18
<b>France</b>	<b>3 987</b>	<b>206</b>	<b>29</b>	<b>27</b>	<b>37</b>
Grèce	276	120	75	18	4
Hongrie	105	109	35	41	21
Italie	3 521	226	32	49	18
Lettonie	11	63	47	23	15
Lituanie	22	79	42	40	7
Pays-Bas	1 756	298	23	15	61
Pologne	302	85	43	27	27
Portugal	395	228	38	33	19
Roumanie	145	121	20	75	2
Slovaquie	41	63	61	9	22
Slovénie	42	118	54	29	10
Suède	748	203	18	41	40

1. Données 2009.

Source : Eurostat.